

Conditions Générales de Vente (CGV)

Identité du prestataire de services

Oroxilia SRL

Siège social : Rue jean Burgers 15 , 7850 Enghien-Edingen

Numéro d'entreprise : 0646852814

TVA : BE0646852814

Email : infos@oroxilia.com

Ci-après le « Prestataire »

1. Champ d'application

Les présentes conditions générales s'appliquent à toutes les prestations de services informatiques fournies par le Prestataire à tout client agissant dans le cadre de son activité professionnelle (ci-après le « Client »), notamment :

- développement logiciel;
- consulting;
- maintenance informatique;
- hébergement;
- intégration de solutions informatiques;

Sauf convention écrite contraire entre les parties, l'application de toute condition générale ou particulière du Client est expressément exclue.

En cas de contradiction, des conditions particulières, offres ou bons de commande prévalent sur les présentes conditions générales, mais uniquement pour les dispositions auxquelles elles dérogent expressément. Pour le surplus, les présentes conditions générales restent pleinement applicables.

Le Prestataire se réserve le droit de modifier les présentes conditions générales. Toute condition modifiée sera communiquée au Client par écrit ou par e-mail au moins trente (30)

jours avant son entrée en vigueur. Si le Client n'accepte pas les conditions modifiées, il dispose du droit de résilier par écrit le contrat en cours avant l'entrée en vigueur de la modification, moyennant un préavis de trente (30) jours. L'utilisation continue des services après l'entrée en vigueur des conditions modifiées vaut acceptation des nouvelles conditions

2. Offres et commandes

Sauf indication contraire, toute offre du Prestataire n'est valable que pendant une période de trente (30) jours calendaires à compter de sa date d'émission. Le contrat est conclu dès que le Client accepte l'offre par écrit.

Les commandes passées par les employés, préposés ou autres représentants du Client sont réputées engager le Client.

À défaut d'offre signée, les prestations peuvent être facturées sur la base des services effectivement fournis. Toute facture doit être contestée par écrit dans un délai de huit (8) jours calendaires suivant sa réception. À défaut de contestation dans ce délai, la facture est réputée définitivement acceptée et constitue la preuve de la commande et de l'exécution des prestations.

3. Prix

Les prix sont exprimés en euros, hors TVA. Les prestations peuvent être facturées au forfait ou au temps passé.

Le Prestataire est en droit de revoir et d'indexer ses tarifs horaires et prix forfaitaires. Une telle adaptation est communiquée au Client par écrit au moins trente (30) jours à l'avance.

Sauf indication expresse contraire, les prix ne comprennent pas les frais de déplacement, de voyage et de séjour, les frais de transport, les frais de télécommunication ni les coûts de licences et services de tiers ; ceux-ci sont facturés séparément au Client.

4. Paiement

Les factures sont payables dans les trente (30) jours calendaires suivant la date de facture, sauf convention écrite contraire expresse entre le Prestataire et le Client.

Sauf contestation introduite en temps utile et dûment motivée conformément aux présentes conditions générales, toutes les factures sont exigibles de plein droit et sans mise en demeure préalable à l'échéance. La contestation d'une facture ne justifie en aucun cas le report ou la suspension du paiement de la partie non contestée.

En cas de retard de paiement ou de non-paiement d'une facture, sont dus de plein droit et sans mise en demeure préalable :

- des intérêts de retard conformément à la loi du 2 août 2002 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales ; et
- une indemnité forfaitaire de dix pour cent (10 %) du montant de la facture impayée, avec un minimum de quarante euros (40 €), sans préjudice du droit du Prestataire de réclamer des frais de recouvrement réellement exposés plus élevés.

En cas de retard de paiement ou de non-paiement d'une facture, toutes les autres factures non encore échues deviennent automatiquement et immédiatement exigibles. Dans ce cas, le Prestataire a également le droit :

- d'exiger des paiements anticipés ou des sûretés supplémentaires pour les prestations en cours et futures ; et/ou
- de suspendre l'exécution de ses obligations en tout ou en partie conformément à la clause 5 « Suspension des services en cas de non--paiement ».

Le Client renonce à tout droit de compensation entre ses éventuelles créances à l'encontre du Prestataire et les montants qu'il doit au Prestataire, sauf accord préalable et écrit de ce dernier.

5. Suspension des services en cas de non-paiement

En cas de non-paiement d'une facture à l'échéance, ou en cas de retards de paiement répétés, le Prestataire se réserve le droit, après notification écrite au Client, de suspendre avec effet immédiat l'exécution de tout ou partie des services en cours.

La suspension a lieu sans préjudice de tout autre droit du Prestataire, y compris le droit de recouvrer judiciairement les montants dus, y compris les indemnités et intérêts, et/ou de résilier le contrat ou la collaboration conformément à la clause 16 « Résiliation ».

La suspension des services ne peut en aucun cas être considérée comme une faute du Prestataire et ne donne droit à aucune indemnisation pour le Client. Le Prestataire ne reprendra en principe les services suspendus qu'après :

- le paiement intégral de toutes les factures échues, majorées des intérêts et indemnités dus ; et
- la fourniture par le Client des sûretés ou paiements anticipés supplémentaires raisonnablement demandés par le Prestataire.

Après la régularisation du paiement, les services reprennent selon un planning adapté déterminé par le Prestataire en fonction de ses possibilités opérationnelles. Le Prestataire n'est pas responsable des retards ni des coûts supplémentaires résultant de la suspension et de la reprise des services.

Le Prestataire se réserve également le droit de ne pas reprendre les services après la régularisation du paiement, notamment lorsque la relation contractuelle a été résiliée ou lorsque la poursuite des services ne peut raisonnablement être exigée (par exemple en cas de non-paiement structurel ou de manquement grave du Client).

6. Délais

Les délais de livraison et d'exécution sont donnés à titre purement indicatif et ne constituent pas une obligation essentielle. Le dépassement de ces délais ne donne au Client aucun droit à des dommages et intérêts, à une réduction de prix ou à la résolution du contrat.

7. Obligations du Client

Le Client s'engage à fournir toutes les informations, décisions, accès et collaborations qui sont raisonnablement nécessaires pour l'exécution des services, et ce en temps utile et de manière exacte. Le Client est responsable de l'exactitude et de l'exhaustivité des informations fournies par lui-même ou en son nom.

Le Client est responsable de la disponibilité, de la sécurité et du bon fonctionnement de sa propre infrastructure, de ses réseaux et systèmes, ainsi que de la réalisation de sauvegardes

régulières de ses données, sauf convention contraire expresse dans un contrat de maintenance ou de services.

Le Client garantit qu'il dispose de tous les droits et autorisations nécessaires concernant les données, logiciels et autres éléments qu'il met à la disposition du Prestataire, et il garantit le Prestataire contre toute réclamation de tiers à cet égard.

8. Limitation de responsabilité

Le Prestataire ne garantit pas que les logiciels ou services seront entièrement exempts d'erreurs ou fonctionneront sans interruption. Toutes les autres garanties expressees ou implicites, y compris mais sans s'y limiter les garanties de qualité marchande ou d'adéquation à un usage particulier, sont exclues, dans la mesure permise par la loi.

La responsabilité contractuelle et extracontractuelle du Prestataire, quelle qu'en soit la base juridique (y compris, sans s'y limiter, inexécution contractuelle, responsabilité délictuelle ou vices cachés), est par sinistre et pour tous les sinistres résultant d'une même prestation ou d'un même projet, en tout état de cause limitée à :

- au maximum le montant total hors TVA des factures que le Client a effectivement payées au Prestataire pour la partie des services à laquelle le dommage se rapporte directement ; et
- avec la limitation supplémentaire que ce montant ne pourra jamais excéder la somme des factures payées au cours des douze (12) mois précédant l'événement à l'origine du dommage.

Le Prestataire ne peut en aucun cas être tenu responsable :

- de dommages indirects, consécutifs ou immatériels, y compris mais sans s'y limiter la perte de profits, la perte de chiffre d'affaires, la perte ou l'altération de données, la perte de clientèle, la perte de contrats ou l'atteinte à la réputation ;
- de dommages qui résultent en tout ou en partie d'une faute, négligence ou inexécution contractuelle du Client ou de tiers dont le Client est responsable.

Aucune disposition des présentes conditions générales n'exclut la responsabilité du Prestataire en cas de dol ou de fraude, ni toute autre responsabilité qui, en vertu du droit applicable, ne peut être exclue ou limitée contractuellement.

9. Maintenance

Les prestations de maintenance font l'objet d'un contrat séparé.

Sauf conclusion d'un contrat de maintenance explicite et écrit, le Prestataire n'est pas tenu, après la livraison, de corriger des erreurs, d'effectuer des mises à jour ou mises à niveau, ni de fournir un support permanent.

Les réparations de pannes dues à une mauvaise utilisation par le Client, à des modifications de la configuration ou de l'environnement du Client, ou les demandes d'extensions fonctionnelles sont considérées comme de nouveaux services supplémentaires et peuvent être facturées séparément.

10. Acceptation des livraisons

Lors de la livraison d'un résultat, d'une livraison ou d'une prestation (ci-après collectivement la « Livraison »), le Client dispose de quinze (15) jours calendaires pour :

- vérifier la conformité de la Livraison aux spécifications convenues ; et
- notifier par écrit et de manière motivée au Prestataire toute non-conformité ou tout défaut constaté.

Toute notification de non-conformité ou de défaut doit être suffisamment détaillée pour permettre au Prestataire d'examiner la plainte. À défaut, la Livraison est réputée définitivement acceptée sans réserve.

À défaut de contestation écrite dans ce délai, la Livraison est réputée définitivement acceptée sans réserve. Sans préjudice des délais précités, la Livraison est réputée définitivement acceptée dès que le Client met effectivement en service ou en production les logiciels, systèmes ou services livrés, même si le délai d'acceptation n'est pas encore expiré.

La simple présence de défauts mineurs ou non critiques qui n'empêchent pas l'utilisation essentielle de la Livraison ne donne pas au Client le droit de refuser l'acceptation. Dans ce cas, le Prestataire s'efforcera de remédier à ces défauts dans un délai raisonnable.

Toute demande de modification, d'évolution ou d'ajout à une Livraison déjà acceptée est considérée comme une nouvelle prestation et peut donner lieu à une facturation supplémentaire conformément aux tarifs en vigueur du Prestataire.

11. Modification des prestations

Toute demande de modification, d'évolution ou d'ajout aux services initialement convenus doit faire l'objet d'un accord écrit entre les parties.

Si les modifications demandées entraînent une charge de travail additionnelle, le Prestataire se réserve le droit :

- d'adapter les délais d'exécution ; et
- d'appliquer une facturation supplémentaire.

À défaut d'accord écrit préalable, le Prestataire peut facturer les prestations supplémentaires sur la base du temps presté selon son tarif en vigueur.

12. Propriété du code source et propriété intellectuelle

Sauf convention écrite contraire expresse entre les parties, tous les droits de propriété intellectuelle relatifs au code source, au code objet, aux bibliothèques, frameworks, -outils, méthodes, modèles, conceptions, documentation et à tous les autres logiciels et composants informatiques développés ou utilisés par le Prestataire dans le cadre de l'exécution des services restent la propriété exclusive du Prestataire.

Après paiement intégral de tous les montants dus au titre de la prestation concernée, le Client obtient un droit d'utilisation non exclusif, non transférable et non sous-licenciable sur les résultats qui lui sont fournis (tels que logiciels exécutables, configurations, paramétrages, documentation) pour ses propres besoins commerciaux internes, et exclusivement pour l'objectif et l'environnement décrits dans le contrat entre les parties.

Sans l'autorisation écrite préalable du Prestataire, le Client ne peut notamment pas :

- reproduire, modifier, traduire, décompiler, pratiquer l'ingénierie inverse ou tenter de quelque manière que ce soit de découvrir le code source ou d'autres éléments techniques confidentiels ;
- transférer, mettre à disposition, louer, concéder en sous-licence ou communiquer de quelque manière que ce soit à des tiers les logiciels livrés ou des parties de ceux-ci ;

- exploiter les résultats livrés à des fins commerciales en dehors des projets ou scénarios d'utilisation prévus dans le contrat.

Les éléments génériques, bibliothèques, outils, frameworks et le savoir-faire développés par le Prestataire dans le cadre de ses activités restent dans tous les cas la propriété exclusive du Prestataire, même s'ils sont utilisés dans le cadre des prestations fournies au Client.

13. Protection des données personnelles

Le Prestataire respecte le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), et toutes les législations applicables en application du RGPD.

Dans la mesure où le Prestataire traite des données à caractère personnel pour le compte du Client dans le cadre des services, le Client agit en tant que responsable du traitement et le Prestataire en tant que sous-traitant au sens du RGPD. Dans ce cas, les parties concluront un accord de sous-traitance distinct conformément à l'article 28 du RGPD.

Le Prestataire est uniquement responsable du respect des obligations qui lui incombent en tant que sous-traitant. Le Client reste, en tant que responsable du traitement, seul responsable du respect du RGPD.

14. Confidentialité

Les parties s'engagent à traiter de manière strictement confidentielle toutes les informations confidentielles qu'elles reçoivent l'une de l'autre dans le cadre du contrat et à ne pas les divulguer à des tiers, sauf aux personnes qui doivent en avoir connaissance pour l'exécution du contrat et qui sont soumises à une obligation de confidentialité équivalente.

Les informations confidentielles comprennent notamment toutes les informations techniques, commerciales, financières et d'entreprise non publiques, le code source, la documentation et les données à caractère personnel.

Cette obligation de confidentialité reste en vigueur pendant cinq (5) ans après la fin de la collaboration, indépendamment du motif de la résiliation

15. Force majeure

Aucune partie ne peut être tenue responsable en cas de force majeure. Par « force majeure », on entend toute circonstance échappant au contrôle raisonnable de la partie concernée et empêchant l'exécution de tout ou partie de ses obligations, y compris notamment : catastrophes naturelles, incendie, guerre, terrorisme, grèves générales, épidémies, pannes des réseaux publics de télécommunication ou d'énergie, ou mesures gouvernementales.

En cas de force majeure, les obligations de la partie concernée sont suspendues pendant la durée de la force majeure, sans qu'aucune indemnité ne soit due. Si la situation de force majeure se prolonge pendant plus de trente (30) jours, chaque partie a le droit de résilier le contrat par écrit sans indemnité.

16. Résiliation

Chaque partie peut résilier le contrat en cas de manquement grave, après une mise en demeure restée sans effet pendant quinze (15) jours.

La résiliation du contrat, pour quelque raison que ce soit, ne porte pas atteinte à l'obligation du Client de payer tous les services déjà fournis et les frais engagés.

Les droits d'utilisation accordés au Client subsistent uniquement pour autant et aussi longtemps que le Client a intégralement respecté toutes ses obligations de paiement.

17. Droit applicable et juridiction compétente

Les présentes conditions générales de vente sont soumises au droit belge.

Tout litige relatif à leur interprétation, exécution ou validité relève de la compétence exclusive des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Hainaut, division Mons. Sans préjudice de ce qui précède, le Prestataire se réserve le droit d'introduire une action devant le tribunal du siège du Client.

Les parties s'engagent, avant d'introduire une procédure judiciaire, à tenter de résoudre à l'amiable tout litige dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification écrite du litige.

General Terms and Conditions of Sale (GTCS)

Identification of the service provider

Oroxilia SRL

Registered office: Rue Jean Burgers 15, 7850 Enghien-Edingen, Belgium

Company number: 0646852814

VAT number: BE0646852814

Email: infos@oroxilia.com

Hereinafter referred to as the “Service Provider”

1. Scope of application

These general terms and conditions apply to all IT services provided by the Service Provider to its customer acting in the course of its professional activity (hereinafter the “Client”), including but not limited to:

- software development;
- consulting;
- IT maintenance;
- Hosting;
- integration of IT solutions.

Unless expressly agreed otherwise in writing between the parties, the applicability of any general terms and conditions of the Client is expressly excluded.

In the event of any conflict, specific conditions, quotations or purchase orders shall prevail over these general terms and conditions, but only with respect to those provisions from which they expressly deviate. For all other matters, these general terms and conditions shall remain fully applicable.

The Service Provider reserves the right to amend these general terms and conditions. Amended terms shall be notified to the Client in writing or by e-mail at least thirty (30) days before their entry into force. If the Client does not accept the amended terms, it shall have the right to terminate the ongoing agreement in writing before the amendment takes effect,

subject to a notice period of thirty (30) days. Continued use of the services after the amended terms have entered into force constitutes acceptance of the new terms.

2. Quotations and orders

Unless otherwise stated, any quotation issued by the Service Provider shall be valid only for thirty (30) calendar days from the quotation date. The agreement is concluded as soon as the Client accepts the quotation in writing.

Orders placed by employees, appointees or other representatives of the Client shall be deemed to bind the Client.

In the absence of a signed quotation, the services may be invoiced on the basis of the services actually provided. Any invoice must be contested in writing within eight (8) calendar days of its receipt. Failing such contestation within this period, the invoice shall be deemed definitively accepted and shall constitute proof of the order and of the performance of the services.

3. Prices

Prices are expressed in euros, excluding VAT.

The services may be invoiced at a fixed price or on a time-spent basis.

The Service Provider shall be entitled to revise and index its hourly rates and fixed prices. Any such adjustment shall be notified to the Client in writing at least thirty (30) days in advance.

Unless expressly stated otherwise, prices do not include travel, accommodation and transport costs, telecommunication costs or the cost of third-party licences and services; these shall be invoiced separately to the Client.

4. Payment

Invoices are payable within thirty (30) calendar days of the invoice date, unless expressly agreed otherwise in writing between the Service Provider and the Client.

Unless contested in due time and with reasons in accordance with these general terms and conditions, all invoices shall be payable automatically and without prior notice on their due

date. A dispute concerning an invoice shall in no event justify any deferral or suspension of payment of the undisputed portion.

In the event of late payment or non-payment of an invoice, the following shall be due automatically and without prior notice:

- interest on late payment in accordance with the Law of 2 August 2002 on combating late payment in commercial transactions; and
- a fixed compensation of ten per cent (10%) of the outstanding invoice amount, with a minimum of forty euros (€40), without prejudice to the Service Provider's right to claim higher actual recovery costs.

In the event of late payment or non-payment of any invoice, all other invoices which are then outstanding but not yet due shall become automatically and immediately payable. In such case, the Service Provider shall also have the right :

- to require advance payments or additional security for current and future services; and/or
- to suspend the performance of its obligations in whole or in part in accordance with clause 5 "Suspension of services in case of non-payment".

The Client waives any right to set off any claims it may have against the Service Provider against amounts it owes to the Service Provider, except with the prior written consent of the Service Provider.

5. Suspension of services in case of non-payment

In the event of non-payment of an invoice on its due date, or in the event of repeated late payments, the Service Provider reserves the right, after written notification to the Client, to suspend with immediate effect the performance of all or part of the ongoing services.

The suspension shall take place without prejudice to any other right of the Service Provider, including the right to recover the amounts due, including compensation and interest, through legal proceedings and/or to terminate the agreement or the cooperation in accordance with clause 16 "Termination".

The suspension of the services shall in no event be regarded as a fault of the Service Provider and shall not give rise to any compensation for the Client. In principle, the Service Provider shall only resume the suspended services after:

- all overdue invoices, increased by the interest and compensation due, have been paid in full; and
- the Client has provided any additional security or advance payments reasonably requested by the Service Provider.

After regularisation of payment, the services shall resume according to an adjusted schedule determined by the Service Provider in accordance with its operational possibilities. The Service Provider shall not be liable for any delays or additional costs arising from the suspension and resumption of the services.

The Service Provider also reserves the right not to resume the services after regularisation of payment, in particular where the contractual relationship has been terminated or where continuation of the services cannot reasonably be required (for example in the event of structural non-payment or a serious breach by the Client).

6. Delivery times

Delivery and performance periods are indicative only and do not constitute an essential obligation. Any overrun of these periods shall not entitle the Client to damages, a price reduction or termination of the agreement.

7. Client obligations

The Client undertakes to provide all information, decisions, access and cooperation that are reasonably necessary for the performance of the services, in due time and accurately. The Client is responsible for the accuracy and completeness of the information provided by or on its behalf.

The Client is responsible for the availability, security and proper functioning of its own infrastructure, networks and systems, as well as for making regular back-ups of its data, unless expressly agreed otherwise in a maintenance or service agreement.

The Client warrants that it holds all necessary rights and permissions in relation to the data, software and other materials it makes available to the Service Provider, and shall indemnify the Service Provider against all third-party claims in this respect.

8. Limitation of liability

The Service Provider gives no guarantees that software or services will be completely error-free or operate without interruption. All other express or implied warranties, including but not limited to warranties of merchantability or fitness for a particular purpose, are excluded to the extent permitted by law.

The contractual and non-contractual liability of the Service Provider, regardless of the legal basis (including but not limited to breach of contract, tort or hidden defects), shall, per damage event and for all damage events together arising from one and the same service or project, in any case be limited to:

- at most the total amount, excluding VAT, of the invoices actually paid by the Client to the Service Provider for the part of the services to which the damage directly relates; and
- with the additional limitation that this amount shall never exceed the sum of the invoices paid during the twelve (12) months preceding the event giving rise to the damage.

In no event shall the Service Provider be liable for:

- indirect, consequential or non-material damage, including but not limited to loss of profit, loss of turnover, loss or corruption of data, loss of clientele, loss of contracts or reputational damage;
- damage that is wholly or partly the result of a fault, negligence or contractual breach by the Client or by third parties for whom the Client is responsible.

Nothing in these general terms and conditions excludes the Service Provider's liability for wilful misconduct or fraud, nor any other liability which cannot be contractually excluded or limited under applicable law.

9. Maintenance

Maintenance services are subject to a separate agreement.

Unless there is an express and written maintenance agreement, the Service Provider shall have no obligation after delivery to correct errors, perform updates or upgrades, or provide permanent support.

Repairs of malfunctions due to incorrect use by the Client, changes to the Client's configuration or environment, or requests for functional extensions shall be regarded as new, additional services and may be invoiced separately.

10. Acceptance of deliverables

Upon delivery of a result, deliverable or performance (hereinafter collectively the "Deliverable"), the Client shall have fifteen (15) calendar days to :

- verify the Deliverable's conformity with the agreed specifications; and
- notify in writing and with reasons to the Service Provider any non-conformities or defects identified.

Any notice of non-conformity or defect must be sufficiently detailed to enable the Service Provider to assess the complaint. Failing this, the Deliverable shall be deemed definitively accepted without reservation.

Failing written contestation within this period, the Deliverable shall be deemed definitively accepted without reservation. Without prejudice to the above periods, the Deliverable shall be deemed definitively accepted as soon as the Client actually uses or puts into production the delivered software, systems or services, even if the acceptance period has not yet expired.

The mere presence of minor or non-critical defects which do not prevent the essential use of the Deliverable shall not entitle the Client to refuse acceptance. In such a case, the Service Provider shall use its best efforts to remedy such defects within a reasonable period.

Any request for modification, evolution or addition to a Deliverable that has already been accepted shall be considered a new service and may give rise to additional invoicing: in accordance with the Service Provider's applicable rates

11. Modification of services

Any request for modification, evolution; or addition to the services originally agreed upon must be the subject of a written agreement between the parties.

If the requested modifications entail additional workload, the Service Provider reserves the right:

- to adjust the performance periods; and
- to apply additional invoicing.

In the absence of prior written agreement, the Service Provider may charge the additional services on a time--spent basis according to its applicable rates.

12. Source code ownership and intellectual property

Unless expressly agreed otherwise in writing between the parties, all intellectual property rights relating to the source code, object code, libraries, frameworks, tools, methods, models, designs, documentation and all other software and IT components developed or used by the Service Provider in the performance of the services shall remain the exclusive property of the Service Provider.

Upon full payment of all amounts due in respect of the relevant service, the Client shall obtain a non--exclusive, non-transferable and non-sub-licensable right of use in respect of the results delivered to it (such as executable software, configurations, parameter settings, documentation) for its own internal business needs, and solely for the purpose and environment described in the agreement between the parties.

Without the prior written consent of the Service Provider, the Client shall in particular not:

- reproduce, modify, translate, decompile, reverse engineer or otherwise attempt to discover the source code or other confidential technical elements;
- transfer, make available, rent, sub-licence or in any way communicate to third parties the software delivered or parts thereof;
- exploit the results delivered for commercial purposes outside the projects or use cases provided for in the agreement.

Generic elements, libraries, tools, frameworks and know--how developed by the Service Provider in the course of its activities shall in all cases remain the exclusive property of the Service Provider, even if they are used in the context of services provided to the Client.

13. Personal data protection

The Service Provider complies with the General Data Protection Regulation (GDPR), and all applicable legislation implementing the GDPR.

The Service Provider complies with the General Data Protection Regulation (GDPR). Insofar as the Service Provider processes personal data on behalf of the Client in the context of the services, the Client acts as controller and the Service Provider as processor within the meaning of the GDPR. In such a case, the parties shall conclude a separate data processing agreement in accordance with Article 28 GDPR.

The Service Provider is solely responsible for complying with the obligations incumbent on it as processor. The Client, as controller, remains itself responsible for complying with the GDPR.

14. Confidentiality

The parties undertake to treat as strictly confidential all confidential information they receive from each other in the context of the agreement and not to disclose it to third parties, except to persons who need to know such information for the performance of the agreement and who are subject to an equivalent duty of confidentiality.

Confidential information includes, inter alia, all non-public technical, commercial, financial and business information, source code, documentation and personal data.

This duty of confidentiality shall remain in force for five (5) years after the end of the cooperation, regardless of the reason for termination.

15. Force majeure

Neither party shall be held liable in the event of force majeure. “Force majeure” means any circumstance beyond the reasonable control of the party concerned which prevents the performance of all or part of its obligations, including but not limited to: natural disasters, fire, war, terrorism, general strikes, epidemics, failures of public telecommunication or energy networks, or governmental measures.

In the event of force majeure, the obligations of the party concerned shall be suspended for the duration of the force majeure, without any compensation being due. If the situation of force majeure lasts for more than thirty (30) days, each party shall have the right to terminate the agreement in writing without compensation.

16. Termination

Each party may terminate the agreement in the event of a serious breach, after a formal notice which remains without effect for fifteen (15) days.

Termination of the agreement, for whatever reason, shall be without prejudice to the Client's obligation to pay all services already provided and costs incurred.

The usage rights granted to the Client shall only continue to exist insofar and for as long as the Client has fully complied with all its payment obligations.

17. Applicable law and competent courts

These general terms and conditions are governed by Belgian law.

Any dispute relating to their interpretation, execution or validity shall fall under the exclusive jurisdiction of the courts of the judicial district of Hainaut, division Mons. Without prejudice to the foregoing, the Service Provider reserves the right to bring proceedings before the court of the Client's place of establishment.

Before initiating court proceedings, the parties undertake to endeavour to resolve any dispute amicably within thirty (30) days of written notification of the dispute.

Algemene Verkoopsvoorwaarden (AV)

Identiteit van de dienstverlener

Oroxilia SRL

Maatschappelijke zetel: Rue Jean Burgers 15, 7850 Enghien-Edingen, België

Ondernemingsnummer: 0646852814

BTW-nummer: BE0646852814

Email: infos@oroxilia.com

Hierna genoemd de “Dienstverlener”

1. Toepassingsgebied

Deze algemene voorwaarden zijn van toepassing op alle IT-diensten geleverd door de Dienstverlener aan haar klant die handelt in de uitoefening van zijn beroepsactiviteit (hierna genoemd de “Klant”), waaronder onder meer:

- softwareontwikkeling
- consulting
- IT-onderhoud
- hosting
- integratie van IT-oplossingen

Tenzij schriftelijk uitdrukkelijk anders overeengekomen tussen de partijen, wordt de toepasselijkheid van eventuele algemene voorwaarden van de Klant uitdrukkelijk uitgesloten.

Bijzondere voorwaarden, offertes of bestelbonnen hebben, in geval van tegenstrijdigheid, voorrang op deze algemene voorwaarden, maar enkel voor de bepalingen waarvan zij uitdrukkelijk afwijken. Voor het overige blijven deze algemene voorwaarden volledig van toepassing.

De Dienstverlener behoudt het recht deze algemene voorwaarden te wijzigen. Gewijzigde voorwaarden worden minstens dertig (30) dagen voor hun inwerkingtreding schriftelijk of per e-mail aan de Klant meegedeeld. Indien de Klant de gewijzigde voorwaarden niet aanvaardt, heeft hij het recht de lopende overeenkomst schriftelijk op te zeggen vóór de inwerkingtreding van de wijziging, met inachtneming van een opzeggingstermijn van dertig

(30) dagen. Het voortgezette gebruik van de Diensten na de inwerkingtreding van de gewijzigde voorwaarden geldt als aanvaarding van de nieuwe voorwaarden.

2. Offertes en bestellingen

Behoudens andersluidende vermelding is elke offerte van de Dienstverlener slechts geldig gedurende dertig (30) kalenderdagen vanaf de offertedatum. De overeenkomst komt tot stand zodra de Klant de offerte schriftelijk aanvaardt.

Bestellingen geplaatst door werknemers, aangestelden of andere vertegenwoordigers van de Klant worden geacht de Klant te verbinden.

Bij gebrek aan een ondertekende offerte kunnen de diensten worden gefactureerd op basis van de effectief geleverde diensten.

Elke factuur moet schriftelijk worden betwist binnen acht (8) kalenderdagen na ontvangst. Bij gebrek aan betwisting binnen deze termijn wordt de factuur geacht definitief te zijn aanvaard en vormt zij het bewijs van de bestelling en de uitvoering van de diensten.

3. Prijzen

De prijzen zijn uitgedrukt in euro, exclusief btw. De diensten kunnen worden gefactureerd tegen een forfaitaire prijs of op basis van gepresteerde tijd.

De Dienstverlener is gerechtigd zijn uurtarieven en forfaitaire prijzen te herzien en te indexeren. Een dergelijke aanpassing wordt de Klant minstens dertig (30) dagen vooraf schriftelijk meegedeeld.

Tenzij uitdrukkelijk anders vermeld, zijn in de prijzen geen verplaatsingskosten, reis- en verblijfskosten, transportkosten, telecomkosten of kosten voor derde-partijlicenties en -diensten inbegrepen; deze worden afzonderlijk aan de Klant gefactureerd.

4. Betaling

Facturen zijn betaalbaar binnen dertig (30) kalenderdagen na de factuurdatum, tenzij uitdrukkelijk anders schriftelijk overeengekomen tussen de Dienstverlener en de Klant.

Behoudens tijdige en gemotiveerde betwisting overeenkomstig deze algemene voorwaarden, zijn alle facturen van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling opeisbaar op de

vervaldag. Een betwisting van een factuur rechtvaardigt in geen geval een uitstel of opschorting van de betaling van het onbetwiste gedeelte.

Bij laattijdige of niet-betaling van een factuur is van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling:

- een verwijlntrest verschuldigd overeenkomstig de wet van 2 augustus 2002 betreffende de bestrijding van betalingsachterstand bij handelstransacties; en
- een forfaitaire schadevergoeding verschuldigd van tien procent (10%) van het openstaande factuurbedrag, met een minimum van veertig euro (€ 40), onverminderd het recht van de Dienstverlener om hogere werkelijk geleden invorderingskosten te vorderen.

In geval van laattijdige of niet-betaling van één factuur worden alle andere, op dat ogenblik nog niet vervallen facturen automatisch en onmiddellijk opeisbaar. De Dienstverlener heeft in dat geval tevens het recht om:

- voorafbetalingen of bijkomende zekerheden te eisen voor lopende en toekomstige prestaties; en/of
- de uitvoering van zijn verplichtingen geheel of gedeeltelijk op te schorten overeenkomstig clause 5 “Opschorting van de diensten bij niet-betaling”.

De Klant ziet af van elk recht op schuldvergelijking tussen zijn eventuele vorderingen op de Dienstverlener en de bedragen die hij aan de Dienstverlener verschuldigd is, behalve indien de Dienstverlener hiermee voorafgaand en schriftelijk instemt.

5. Opschorting van diensten bij niet-betaling

In geval van niet-betaling van een factuur op de vervaldag, of bij herhaalde laattijdige betalingen, behoudt de Dienstverlener zich het recht voor, na schriftelijke kennisgeving aan de Klant, om de uitvoering van alle of een deel van de lopende diensten met onmiddellijke ingang op te schorten.

De opschorting gebeurt onverminderd elk ander recht van de Dienstverlener, met inbegrip van het recht om de verschuldigde bedragen, met inbegrip van schadevergoedingen en interesten, gerechtelijk in te vorderen en/of de overeenkomst of de samenwerking te beëindigen overeenkomstig clause 16 “Beëindiging”.

De opschorting van de diensten kan in geen geval worden beschouwd als een fout van de Dienstverlener en geeft geen recht op enige schadevergoeding voor de Klant.

De Dienstverlener zal de geschorste diensten in principe pas hervatten nadat:

- alle vervallen facturen, vermeerderd met de verschuldigde interesten en schadevergoedingen, volledig zijn betaald; en
- de Klant eventuele bijkomende zekerheden of voorafbetalingen heeft verstrekt die door de Dienstverlener redelijkerwijs worden gevraagd.

Na regularisatie van de betaling worden de diensten hervat volgens een aangepaste planning die door de Dienstverlener wordt bepaald in functie van zijn operationele mogelijkheden. De Dienstverlener is niet aansprakelijk voor enige vertragingen of bijkomende kosten die voortvloeien uit de opschorting en de hervatting van de diensten.

De Dienstverlener behoudt zich eveneens het recht voor de diensten niet te hervatten na regularisatie van de betaling, met name wanneer de contractuele relatie werd beëindigd of wanneer de voortzetting van de diensten redelijkerwijs niet kan worden vereist (bijvoorbeeld bij structurele wanbetaling of een ernstige tekortkoming van de Klant).

6. Termijnen

Leverings- en uitvoeringstermijnen worden louter indicatief gegeven en vormen geen essentiële verbintenis. Een overschrijding van de termijnen geeft de Klant geen recht op schadevergoeding, prijsvermindering of ontbinding van de overeenkomst.

7. Verplichtingen van de Klant

De Klant verbindt zich ertoe alle informatie, beslissingen, toegang en medewerking te verschaffen die redelijkerwijs noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de diensten, en dit tijdig en accuraat. De Klant staat in voor de juistheid en volledigheid van de door of namens hem verstrekte informatie.

De Klant staat in voor de beschikbaarheid, veiligheid en goede werking van zijn eigen infrastructuur, netwerken en systemen, alsook voor het nemen van regelmatige back-ups van zijn gegevens, tenzij uitdrukkelijk anders overeengekomen in een onderhouds- of serviceovereenkomst.

De Klant garandeert dat hij over alle noodzakelijke rechten en toestemmingen beschikt met betrekking tot de gegevens, software en andere materialen die hij aan de Dienstverlener ter

beschikking stelt, en vrijwaart de Dienstverlener voor alle aanspraken van derden daaromtrent.

8. Beperking van aansprakelijkheid

De Dienstverlener geeft geen garanties dat software of diensten volledig foutloos zullen zijn of zonder onderbreking zullen functioneren. Alle andere uitdrukkelijke of stilzwijgende garanties, waaronder maar niet beperkt tot garanties inzake verhandelbaarheid of geschiktheid voor een bepaald doel, worden, voor zover wettelijk toegestaan, uitgesloten.

De contractuele en buitencontractuele aansprakelijkheid van de Dienstverlener, ongeacht de rechtsgrond (met inbegrip van maar niet beperkt tot wanprestatie, onrechtmatige daad of verborgen gebreken), is per schadegeval en voor alle schadegevallen samen die voortvloeien uit één en dezelfde prestatie of één en hetzelfde project, in elk geval beperkt tot:

- maximaal het totaalbedrag exclusief btw van de facturen die de Klant effectief aan de Dienstverlener heeft betaald voor het deel van de diensten waarop de schade rechtstreeks betrekking heeft, en;
- met als bijkomende beperking dat dit bedrag nooit hoger kan zijn dan de som van de facturen betaald in de twaalf (12) maanden die de schadeverwekkende gebeurtenis voorafgaan.

De Dienstverlener is in geen geval aansprakelijk voor:

- indirecte schade, gevolgschade of immateriële schade, met inbegrip van maar niet beperkt tot winstderving, verlies van omzet, verlies of beschadiging van gegevens, verlies van cliënteel, verlies van contracten of reputatieschade;
- schade die geheel of gedeeltelijk het gevolg is van een fout, nalatigheid of contractuele tekortkoming van de Klant of van derden waarvoor de Klant aansprakelijk is.

Geen enkele bepaling in deze algemene voorwaarden sluit de aansprakelijkheid van de Dienstverlener uit voor opzet of bedrog, noch voor enige andere aansprakelijkheid die volgens het toepasselijke recht niet contractueel kan worden uitgesloten of beperkt.

9. Onderhoud

Onderhoudsdiensten maken het voorwerp uit van een afzonderlijke overeenkomst.

Behoudens een uitdrukkelijke en schriftelijke onderhoudsovereenkomst rust op de Dienstverlener geen verplichting om na Oplevering fouten te herstellen, updates of upgrades uit te voeren of permanente ondersteuning te verlenen.

Herstellingen van storingen die te wijten zijn aan foutief gebruik door de Klant, wijzigingen aan de configuratie of omgeving van de Klant, of verzoeken tot functionele uitbreidingen worden beschouwd als nieuwe, bijkomende diensten en kunnen afzonderlijk worden gefactureerd.

10. Aanvaarding van de opleveringen

Bij levering van een resultaat, oplevering of prestatie (hierna gezamenlijk de “Oplevering”) beschikt de Klant over 15 kalenderdagen om :

- de conformiteit van de Oplevering met de overeengekomen specificaties te controleren; en
- eventuele vastgestelde niet-conformiteiten of gebreken schriftelijk en gemotiveerd aan de Dienstverlener te melden.

Elke kennisgeving van niet-conformiteit of gebrek moet voldoende gedetailleerd zijn om de Dienstverlener toe te laten de klacht te beoordelen. Bij gebreke hieraan wordt de Oplevering geacht definitief en zonder voorbehoud te zijn aanvaard.

Bij gebrek aan schriftelijke betwisting binnen deze termijn wordt de oplevering geacht definitief en zonder voorbehoud te zijn aanvaard.

Onverminderd de voorgaande termijnen geldt de Oplevering als definitief aanvaard zodra de Klant de geleverde software, systemen of diensten effectief in gebruik neemt of in productie plaatst, ook indien de aanvaardingstermijn nog niet is verstreken.

Een loutere aanwezigheid van kleine of niet-kritieke gebreken die het wezenlijke gebruik van de Oplevering niet verhinderen, geeft de Klant geen recht om de aanvaarding te weigeren. In een dergelijk geval zal de Dienstverlener zich inspannen om deze gebreken binnen een redelijke termijn te verhelpen.

Elke vraag tot wijziging, evolutie of toevoeging aan een reeds aanvaarde Oplevering wordt beschouwd als een nieuwe prestatie en kan aanleiding geven tot bijkomende facturatie overeenkomstig de geldende tarieven van de Dienstverlener.

11. Wijziging van de prestaties

Elke vraag tot wijziging, evolutie of toevoeging aan de oorspronkelijk overeengekomen prestaties moet het voorwerp uitmaken van een schriftelijk akkoord tussen de partijen.

Indien de gevraagde wijzigingen een bijkomende werklast met zich meebrengen, behoudt de Dienstverlener zich het recht voor:

- de uitvoeringstermijnen aan te passen; en
- een bijkomende facturatie toe te passen

Bij gebrek aan voorafgaand schriftelijk akkoord kan de Dienstverlener de bijkomende prestaties aanrekenen op basis van gepresteerde tijd volgens het geldende tarief.

12. Eigendom van de broncode en intellectuele eigendom

Tenzij uitdrukkelijk anders schriftelijk overeengekomen tussen de partijen, blijven alle intellectuele eigendomsrechten met betrekking tot de broncode, objectcode, bibliotheken, frameworks, tools, methodes, modellen, ontwerpen, documentatie en alle andere software- en IT-componenten die door de Dienstverlener werden ontwikkeld of gebruikt in het kader van de uitvoering van de diensten, de exclusieve eigendom van de Dienstverlener.

Na volledige betaling van alle verschuldigde bedragen met betrekking tot de betrokken prestatie, verkrijgt de Klant een niet-exclusief, niet-overdraagbaar en niet-sublicentieerbaar gebruiksrecht op de aan hem geleverde resultaten (zoals uitvoerbare software, configuraties, parametrisaties, documentatie) voor zijn eigen interne bedrijfsbehoeften, en uitsluitend voor het doel en de omgeving zoals beschreven in de overeenkomst tussen partijen.

Zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de Dienstverlener mag de Klant in het bijzonder niet:

- de broncode of andere vertrouwelijke technische elementen reproduceren, wijzigen, vertalen, decompileren, reverse-engineeren of op enige wijze proberen te achterhalen;

- de geleverde software of onderdelen daarvan geheel of gedeeltelijk overdragen, ter beschikking stellen, verhuren, in sublicentie geven of op enige wijze aan derden meedelen;
- de geleverde resultaten exploiteren voor commerciële doeleinden buiten de in de overeenkomst voorziene projecten of gebruikssituaties.

Generieke elementen, bibliotheken, tools, frameworks en knowhow ontwikkeld door de Dienstverlener in het kader van zijn activiteiten blijven in alle gevallen de exclusieve eigendom van de Dienstverlener, zelfs indien deze worden gebruikt in het kader van de prestaties geleverd aan de Klant.

13. Bescherming van persoonsgegevens

De Dienstverlener leeft de Algemene Verordening Gegevensbescherming (AVG) na, en alle toepasselijke wetgeving in uitvoering van de AVG.

Voor zover de Dienstverlener in het kader van de diensten persoonsgegevens verwerkt voor rekening van de Klant, treedt de Klant op als verwerkingsverantwoordelijke en de Dienstverlener als verwerker in de zin van de AVG. Partijen zullen in dat geval een afzonderlijke verwerkersovereenkomst sluiten conform artikel 28 AVG.

De Dienstverlener is uitsluitend verantwoordelijk voor de naleving van de op hem rustende verplichtingen als verwerker. De Klant blijft als verwerkingsverantwoordelijke zelf verantwoordelijk voor de naleving van de AVG.

14. Vertrouwelijkheid

Partijen verbinden zich ertoe alle vertrouwelijke informatie die zij in het kader van de overeenkomst van elkaar ontvangen, strikt vertrouwelijk te behandelen en deze niet aan derden mee te delen, behalve aan personen die deze informatie moeten kennen voor de uitvoering van de overeenkomst en die aan een gelijkwaardige geheimhoudingsplicht zijn onderworpen.

Vertrouwelijke informatie omvat onder meer alle niet-publieke technische, commerciële, financiële en bedrijfsinformatie, broncode, documentatie en persoonsgegevens.

Deze geheimhoudingsplicht blijft gelden gedurende vijf (5) jaar na het einde van de samenwerking, ongeacht de reden van beëindiging

15. Overmacht

Geen van de partijen kan aansprakelijk worden gesteld in geval van overmacht. Onder 'overmacht' wordt verstaan elke omstandigheid buiten de redelijke controle van de getroffen partij die de uitvoering van haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk verhindert, waaronder onder meer: natuurrampen, brand, oorlog, terrorisme, algemenestakingen, epidemieën, storingen van openbare telecommunicatie- of energienetwerken, of overheidsmaatregelen.

In geval van overmacht worden de verplichtingen van de getroffen partij opgeschort voor de duur van de overmacht, zonder enige schadevergoeding verschuldigd te zijn. Indien de overmachtssituatie langer dan dertig (30) dagen voortduurt, heeft elke partij het recht de overeenkomst schriftelijk te beëindigen zonder schadevergoeding.

16. Beëindiging

Elke partij kan de overeenkomst beëindigen in geval van een ernstige tekortkoming, na een ingebrekestelling die 15 dagen zonder gevolg blijft.

Beëindiging van de overeenkomst, om welke reden ook, doet geen afbreuk aan de verplichting van de Klant om alle reeds geleverde diensten en gemaakte kosten te betalen.

De gebruiksrechten die aan de Klant werden verleend, blijven enkel bestaan voor zover en zolang de Klant al zijn betalingsverplichtingen volledig is nagekomen.

17. Toepasselijk recht en bevoegde rechtbank

Deze algemene voorwaarden worden beheerst door en geïnterpreteerd overeenkomstig het Belgisch recht.

Elk geschil met betrekking tot de interpretatie, uitvoering of geldigheid ervan valt onder de exclusieve bevoegdheid van de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Henegouwen, afdeling Bergen. Onverminderd het voorgaande behoudt de Dienstverlener het recht om een vordering in te stellen voor de rechtbank van de vestigingsplaats van de Klant.

Partijen verbinden zich ertoe om, alvorens een gerechtelijke procedure in te leiden, te trachten elk geschil minnelijk op te lossen binnen een termijn van dertig (30) dagen na schriftelijke kennisgeving van het geschil.